

résolution n'est pas nouvelle pour moi. Adoptée en tant que projet dès 1924, elle est réalisée peu à peu, en passant par toute une série de degrés, pour habituer tout doucement le Parti, écrasé et trompé, aux méthodes staliniennes, où la déloyauté grossière a mûri jusqu'à devenir de la malhonnêteté bureaucratique de l'espèce la plus venimeuse.

Dans la « Déclaration » que nous avons remise au VI<sup>e</sup> Congrès, et où nous repoussions la calomnie lancée contre nous, qui ne flétrit que ses auteurs, nous avons à nouveau confirmé que nous étions inébranlablement prêts à lutter, dans les cadres du Parti, pour les idées de Marx et de Lénine par les moyens de la démocratie au sein du Parti, sans laquelle celui-ci étouffe, se pétrifie, s'émiette. Nous avons à nouveau annoncé que nous étions immuablement disposés à aider par la parole et par l'action le noyau prolétarien du Parti à redresser l'orientation de la politique, à assainir le Parti et le pouvoir des Soviets par des efforts concordants et coordonnés, sans heurts, ni catastrophes. C'est dans cette voie que nous continuons à persévérer. Nous avons répondu à l'accusation de faire du travail fractionnel, que ce travail ne pouvait être liquidé que par le retrait de

## Sur le vote secret

(Extrait d'une lettre du 27-2-29.)

...A propos du vote secret, pour autant que je me souviens, il était dit clairement dans ma lettre : il faut l'appliquer d'abord dans le Parti, ensuite dans les syndicats, puis, d'après le résultat obtenu, dans les Soviets. Le vote public fut introduit pour tenir l'ennemi en main grâce à la pression de l'opinion publique des ouvriers et surtout de leur avant-garde. Mais, à présent, la bureaucratie du Parti dirige cet instrument contre la masse de celui-ci et le tourne dans les syndicats contre la masse ouvrière en général. On voit clairement où en sont arrivées les choses grâce au fait suivant : dans toute une série de provinces, la masse du Parti avait eu connaissance, un, deux ou trois ans durant, de ce qu'à la tête du Comité Provincial du Parti et du Comité Exécutif Provincial des Soviets se trouvaient des aventuriers, des prévaricateurs, de futurs traîtres; elle le savait et pourtant elle se taisait. En présence d'une situation pareille, le vote secret est la première condition nécessaire au rétablissement de la démocratie au sein du Parti. Dans

l'article 58 qui nous a été perfidement appliqué, et en nous réadmettant dans le Parti, non pas comme de soi-disant pécheurs repentis, mais comme des militants révolutionnaires ne trahissant pas leur drapeau. Comme si nous avions prévu l'ultimatum qui nous est présenté aujourd'hui nous écrivions textuellement dans cette « Déclaration » :

« Seule, une bureaucratie complètement corrompue pourrait exiger que des révolutionnaires renoncent ainsi (à l'activité politique, c'est-à-dire à servir le Parti et la Révolution internationale). Seuls, de méprisables renégats pourraient donner une pareille promesse. »

Je ne puis rien changer à ces paroles. Je les porte à nouveau à la connaissance du Comité Central du Parti Communiste de l'U. R. S. S. et du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, entièrement responsables de l'activité du Guépéou.

A chacun sa part. Vous voulez continuer dans l'avenir à réaliser les suggestions des forces de classe ennemies du prolétariat. Nous connaissons notre devoir. Nous l'accomplirons jusqu'au bout.

L. TROTSKY.

16 décembre 1928, Alma-Ata.

les syndicats, le contrôle doit commencer par les organisations comprenant strictement des ouvriers de l'industrie, par les centres politiques les plus importants, par les parties du prolétariat les plus éduquées; il faut avancer en étendant ce contrôle par cercles concentriques. En ce qui concerne les Soviets, il faut être encore plus prudent. Je ne pourrais me prononcer catégoriquement sur ce dernier point qu'après avoir fait au préalable l'expérience dans le Parti et dans les syndicats de l'industrie (non pas ceux de fonctionnaires). Evidemment, au cas où les données fournies par l'expérience tentée dans les syndicats seraient favorables, le scrutin secret ne pourrait être appliqué au début que partiellement dans les élections aux Soviets, sans nullement prendre l'obligation de l'introduire en général dans n'importe quelles circonstances. Il va de soi que nous ne considérons pas les formes démocratiques comme des fétiches. La protection de la dictature domine toutes les autres considérations. Mais la dictature est menacée de deux côtés : De l'extérieur par la contre-révolution s'affichant ouvertement (social-révolutionnarisme, menchévisme, antisémitisme), à l'intérieur des cadres par l'insinuant thermidorisme. La bureaucratie utilise les idées et les méthodes de la dictature pour terroriser l'anima-

teur de cette dictature : l'avant-garde du prolétariat. Dès que les masses se ranimeront sérieusement, la première tâche à accomplir sera de vérifier les cadres, les épurer, les renouveler et les subordonner au Parti. Il peut se trouver que le vote secret soit l'unique issue permettant d'aborder cette tâche. Il est superflu d'ajouter que le mot d'ordre du scru-

tin secret n'a nullement un caractère de principe, d'universalité, obligatoire en toutes occasions. C'est un mot d'ordre ad hoc, à déduire d'une crise, des contradictions existant entre les cadres et le Parti. Mais, dans la situation présente, c'est un mot d'ordre très important.

L. TROTSKY.

## Nous demandons au Gouvernement des Soviets ... de mettre fin à cette situation inouïe ...

Un certain nombre de Conseils de fabrique d'Autriche ont adressé un vigoureux appel au Gouvernement des Soviets contre les déportations et les mesures de répression prises contre les oppositionnels. Nous reproduisons cet appel : puissent nos camarades français s'inspirer de l'exemple que donnent ici les prolétaires autrichiens!

AU GOUVERNEMENT

DES SOVIETS

Moscou.

Les Conseils de fabriques soussignés, fonctionnaires et hommes de confiance des organisations prolétariennes, ont appris avec une inquiétude grandissante l'aggravation de la situation des bolcheviks oppositionnels déportés tels que Trotsky, Radek, Rakovsky, Moysalov, etc... Ils ont appris qu'après cinquante jours de grève de la faim, le camarade Boutov, secrétaire de Trotsky, est mort en prison.

Par delà les limites des Partis, le sort des dirigeants de la Révolution d'Octobre remplit le prolétariat révolutionnaire international d'un violent sentiment de révolte. La Révolution russe, qui avec l'Etat Soviétique a bâti le rempart du prolétariat international, est maintenant privée de ses chefs les plus capables, en raison des longues persécutions infligées aux révolutionnaires les plus éprouvés. Le prolétariat international, qui est résolu à défendre par tous les moyens l'Etat Soviétique contre toute attaque guerrière, s'élève contre le fait que cet Etat porte lui-

même atteinte à sa propre puissance politique, militaire et morale, en faisant servir le pouvoir de l'Etat contre les ouvriers révolutionnaires et leur chef Trotsky.

Nous demandons au Gouvernement des Soviets de remettre immédiatement en liberté les bolcheviks emprisonnés ou déportés et de mettre fin à cette situation inouïe où des ouvriers révolutionnaires oppositionnels sont chassés des usines, mis à la porte des syndicats, jetés en prison et réduits à la famine pour avoir voulu courageusement défendre les intérêts de la classe ouvrière.

Avec notre salut révolutionnaire.

Le Conseil de fabrique de la Société J. et L. Quitter, Vienne XXI (grande usine), le Conseil de fabrique de la Société « Grunds- tein », Vienne X, le Conseil de fabrique des Usines de Construction de Moteurs et de Bateaux Climax, Linz, Livsing (grande usine), le Conseil de fabrique de Lampes et de Métallurgie Ditmar et Brunner frères, Vienne XI (grande usine), le Conseil de fabrique Dreibold, Vienne-Alt- mannsdorf (grande usine), le Conseil de fabrique de la Brasserie Puntigam, Graz (grande usine), le Conseil de fabrique de l'Usine de Constructions Wagner-Biro, Graz, le Conseil de fabrique de l'Usine de Küppers, Graz, le Conseil de fabrique de l'Usine de Gerhard, Graz.